



lundi 25 février 2008

## SERVICES INFORMATIQUES : COMPTE RENDU DU GROUPE DE TRAVAIL DU 14 FEVRIER 2008

Le groupe de travail sur l'évolution des services informatiques s'est finalement déroulé le 14 février.

Présidé par le Directeur Général, JM FENET, il a permis au **SNUI** d'évoquer l'essentiel des sujets qui préoccupent les agents des services informatiques.

Au bout de près de 4 heures de débats parfois vifs, quelques décisions, des engagements et beaucoup de propos qui se veulent rassurants. Mais les blocages demeurent notamment sur les sujets du travail en équipe et des astreintes.

### DES SATISFACTIONS

Pour le **SNUI**, la réunion du 14 constituait la reprise d'un dialogue social interrompu en 2006 et qui avait permis d'avancer sur le dossier des services informatiques.

JM FENET a immédiatement placé cette rencontre dans ce contexte, répondant favorablement à la demande du **SNUI** de janvier 2008 de rouvrir un cycle de rencontres.

A l'interpellation du **SNUI** sur son mandat et sur ses capacités à décider et à engager l'administration, le DG a répondu qu'il était toujours et jusqu'à mi-avril DG des Impôts et qu'à ce titre il continuait à diriger.

C'est une première satisfaction à laquelle est venue s'ajouter son annonce de régler la situation de plusieurs camarades travaillant en CMI, titulaires de la qualification de P.A.U et qui ne percevaient pas, faute d'un contingent suffisant octroyé aux départements concernés, la prime correspondante.

Le règlement d'autres situations atypiques, notamment dans les CSI, autour des primes PAU et des régimes indemnitaires restent d'actualité, l'administration s'étant seulement engagée à un état des lieux.

### DES ENGAGEMENTS

Le plus significatif concerne les ateliers de scannage pour lesquels le **SNUI** avait demandé de la visibilité et de la lisibilité.

L'administration a reconnu l'impérieuse urgence de donner des informations précises aux agents quant à leur devenir : quelles nouvelles missions, dans quel calendrier ?

Nous n'avons pu obtenir de calendrier précis mais un engagement sur les nouvelles missions : le scannage et l'acquisition de données par lecture optique sont les deux axes avancés par la DG, JM FENET indiquant que des efforts étaient à accomplir en matière de dématérialisation de la documentation.

De nombreux documents sont concernés, notamment les déclarations d'ISF ou de TVA ainsi que les modèles H (déclarations de propriétés bâties) pour lesquelles une expérimentation de déclaration pré remplie est en cours dans quelques départements.

Pour les autres sujets «missions», le **SNUI** a demandé à l'administration d'anticiper les baisses de charges prévisibles des ateliers de scannage des extraits d'actes (BNDP/BNDPA) en lien avec la montée en charge de télé actes. Sur l'exploitation à distance et la perte de matière constatée dans certains CSI, aucun élément précis de calendrier n'a été fourni et la reconversion sur des missions COPERNICIENNES (supervision à Lyon, Toscane à Marseille) demeure la seule perspective d'avenir pour les agents.

Concernant les ateliers d'IFI (impression finition), l'ouverture prochaine de l'usine d'édition de MEYZIEUX n'aura, selon l'administration, pour conséquences à moyen terme que de

réguler la charge de travail des CSI, libérés des productions jusqu'alors effectuées pour le compte de la DGCP.

Le **SNUI** a interrogé la DG sur les capacités physique d'accueil de cette usine. La réponse est restée plus qu'évasive.

### **DES PROPOS RASSURANTS....**

Le DG a tenu à réaffirmer son opposition à toute externalisation de missions informatiques.

Il n'en demeure pas moins que les paroles ne suffisent pas à dissiper l'omniprésence des intervenants privés à tous les niveaux de la chaîne de travail et le sentiment dévastateur sur la motivation des personnels statutaires de ne plus pouvoir maîtriser leur domaine. D'autant que du point de vue technique, l'externalisation ne poserait pas de problème particulier. C'est donc bien une décision "politique" qui pourrait conduire à livrer au privé la maîtrise totale de l'informatique et c'est donc bien par la vigilance et l'action que nous devons combattre cette éventualité. Pour le **SNUI**, cette menace ne doit pas conduire les personnels à tout accepter, surtout le chantage à l'emploi ou la compétition entre services.

Ce n'est que dans l'unité des personnels que naissent les conquêtes sociales et que se parent les mauvais coups.

Concernant la fusion, elle ne change rien selon la DG au corps de garanties en vigueur à la DGI notamment sur les suppressions d'emplois dans les CSI, et sur la pérennité des sites (de la DGI).

L'option qui consiste à maintenir les services informatiques en Services à Compétence Nationale semble être retenue comme celle de placer sous autorité conjointe les CSI et DI du Trésor se situant à la même résidence. L'éventualité d'un rapprochement physique étant suspendue aux contingences matérielles et immobilières.

Mais ces sujets devront trouver des réponses concrètes dans le cadre des négociations sur la fusion, comme ceux de l'avenir des CMI et des EID dans les nouveaux dispositifs d'assistance de proximité de la future administration unique.

### **....MAIS DES BLOCAGES PERSISTANTS**

Le sujet du modèle d'organisation COPERNICIEN a occupé une bonne partie des débats.

Si l'administration a concédé un léger l'assouplissement du régime du travail en équipe avec l'augmentation du volume des dérogations et la création de nouveaux profils métiers qui ne nécessiteront pas de travailler selon ce régime, elle continue d'opposer un blocage idéologique sur le retour aux horaires variables et ce malgré la démonstration faite par les agents présents de la pertinence d'une organisation qui combine travail en horaires variables et travail en horaires d'équipes. Pour le **SNUI**, le choix du travail en équipe ne peut se faire que sur la base du volontariat.

Le dossier des astreintes a fait l'objet d'un véritable affrontement entre la théorie de l'organisation « à l'état de l'art » défendue par l'administration et celle du pragmatisme et de la vraie vie mise en avant par les personnels et leurs représentants. De crispations en tensions, c'est par l'annonce d'un groupe de travail que la DG a repoussé l'échéance du débat, exigeant en parallèle la reprise des astreintes au CSI de Poitiers.

Pour le **SNUI**, le travail en équipe obligatoire et le régime des astreintes touchent au sujet des conditions de vie au travail. Des solutions de compromis doivent être trouvées, les agents concernés n'aspirant qu'à un travail de qualité allié à de meilleures conditions de travail.

Il faudra donc continuer de batailler sur ce point essentiel.

Pour le **SNUI** le contexte exige un nouveau plan d'évolution des services informatiques. En effet, la montée en puissance de COPERNIC va se poursuivre et le modèle d'organisation plaqué par la Centrale sans véritable concertation et prise en compte de la réalité des services, pose de sérieux problèmes tant pour les conditions de vie au travail des agents que pour l'avenir et la qualité d'exercice des missions.

La fusion va également peser sur l'organisation du travail et des services.

Les propos rassurants du DG ne sauraient occulter les réflexions portées par le groupe de travail administratif qui préconise un niveau de concentration plus large que celui de la simple résidence administrative. Ce groupe de réflexion continue de se réunir pour affiner ses propositions et il faudra demeurer vigilant.